

DECLARATION DU BUREAU CONFEDERAL DE FORCE OUVRIERE

Parce que le projet de loi sur les retraites est dicté par des raisons liées aux marchés financiers et aux engagements restrictifs au plan européen, ce qui en fait un élément clef du plan d'austérité mis en place ;

Parce que ce projet constitue une contreréforme très largement rejetée par les salariés et se situe à l'opposé des propositions et revendications défendues et déclinées par FORCE OUVRIERE ;

Dès le départ FORCE OUVRIERE a revendiqué le retrait de ce projet pour une autre réforme basée sur le financement et répondant aux besoins sociaux.

De la même manière, convaincue qu'il faudrait un rapport de force important pour faire reculer le gouvernement à différentes reprises, FORCE OUVRIERE a proposé un appel commun des confédérations à 24 heures de grève franche public/privé, point d'appui pour un élargissement déterminant du mouvement. Ce fut encore le cas le 4 novembre 2010, avant la promulgation de la loi, lors de la dernière réunion des syndicats, proposition refusée par les autres organisations.

Convaincue, parallèlement, que l'unité d'action était nécessaire, FORCE OUVRIERE s'y est pleinement engagée, sur ses positions, dès le 7 septembre. Plusieurs manifestations inédites et exceptionnelles par leur nombre et leur ampleur n'ont pas fait céder le gouvernement qui a affiché un mépris et une conception autoritaire du dialogue social.

Pour le bureau confédéral de FORCE OUVRIERE, tout n'a pas été tenté pour obtenir satisfaction, notamment l'appel commun à 24 heures de grève pour solidifier, coordonner et unifier un mouvement qui a pris la forme de grèves reconductibles, de débrayages, de manifestations et d'actions.

FORCE OUVRIERE continuera à marteler ses positions et revendications et à prendre des initiatives en matière de retraites dans les semaines et mois à venir, excluant de faire oublier ou de zapper les retraites au profit d'autres dossiers qui seront traités à part et sur lesquels notre cahier revendicatif est prêt.

Le bureau confédéral confirme, par ailleurs, son opposition à toute mise en place d'un régime unique par points ou comptes notionnels, antichambre de la capitalisation.

Dans le même temps, y compris par respect des salariés qui ont fait grève, FORCE OUVRIERE ne saurait s'engager ni dans une stratégie d'oubli ou de diversion, ni dans une stratégie d'épuisement.

Pour toutes ces raisons, FORCE OUVRIERE ne participera pas à la réunion des syndicats du 8 novembre et réaffirme sa pleine disponibilité et son plein engagement pour construire réellement le rapport de force dans une démarche de résistance et de reconquête.

Paris, le 8 novembre 2010